



En 1998, bien que le Canada ait bénéficié d'une forte performance économique, la composition de ses échanges avec le Japon a continué d'évoluer en fonction des conditions économiques changeantes dans les deux pays. L'ensemble de notre commerce de produits a chuté juste au-dessous de 20 milliards de dollars. Les exportations sont tombées de 20 p. cent et atteignent 9,64 milliards de dollars et les importations, s'élevant à 9,66 milliards, ont augmenté de 11 p. cent ce qui s'est traduit par une légère hausse du déficit commercial bilatéral. Pour les services, la valeur des exportations et des importations du Canada en 1998 se chiffraient à 1,2 et 1 milliards de dollars respectivement. Malgré la récession actuelle, les tendances à long terme du Japon indiquent une augmentation de la demande d'importations compétitives au niveau des coûts, ce qui représente pour les exportateurs canadiens une possibilité importante de développement de marchés.

Dans le cadre du *Plan d'action du Canada pour le Japon*, les milieux d'affaires et tous les paliers de gouvernement coopèrent pour exploiter les débouchés offerts dans six secteurs à forte croissance : l'agroalimentaire et la pêche, le tourisme, les technologies de l'information, les produits de consommation (mobilier, articles de sport et articles cadeaux), les matériaux de construction et les produits de soins de santé et instruments médicaux. Le Plan attire l'attention sur les nouvelles perspectives qu'offre le marché japonais par suite de la transformation de la structure de l'économie, de la déréglementation et de l'évolution des goûts des consommateurs. Il vise à sensibiliser l'industrie canadienne à ces évolutions et l'incite à adapter ses produits au marché japonais.

## GESTION DE LA RELATION COMMERCIALE

Le Canada et le Japon continuent de promouvoir le développement commercial et la coopération économique en vertu du Cadre de coopération économique de 1976 et du Programme de coopération Canada-Japon annoncé pendant la visite en novembre 1996 du premier ministre Jean Chrétien à Tokyo. Le Programme a réaffirmé un engagement commun en faveur d'une expansion du commerce et des investissements, par une amélioration de la transparence et de l'accès aux marchés.

Des consultations gouvernementales de haut niveau ont eu lieu à deux occasions importantes en 1998. La première concernait les discussions informelles

annuelles sur la politique commerciale tenues en mai, lorsque le sous-ministre adjoint de la Politique commerciale et économique du MAECI a rencontré son homologue au ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon pour examiner de très diverses questions multilatérales et bilatérales. Sur le plan multilatéral, les hauts fonctionnaires ont discuté des sujets tels que l'APEC, la crise financière asiatique, les façons d'aborder les nouvelles négociations de l'OMC et le commerce électronique; les discussions bilatérales comprenaient la réaction du Japon à l'examen par le Canada de la compétitivité du secteur automobile, des suggestions du Canada à propos du programme de déréglementation du Japon et le lancement réussi du programme d'échange de personnel entre le MAECI et le ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon. En octobre, le sous-ministre du Commerce du Canada et le sous-ministre des Affaires étrangères du Japon se sont rencontrés dans le cadre d'une réunion du Comité économique Canada-Japon. Cette réunion portait sur une variété de questions multilatérales et elle a été concentrée sur des préoccupations bilatérales particulières et sur des suggestions pour l'amélioration des liens bilatéraux, dont des consultations plus fréquentes.

Alors que la politique commerciale et les réunions du Comité économique donnent une vue d'ensemble de la relation économique et commerciale, elles s'accompagnent de discussions complémentaires régulières concernant des sujets déterminés entre divers services hiérarchiques et des agences du Canada et du Japon, dans des secteurs tels que les télécommunications, la culture, les normes des produits de construction, l'environnement, le tourisme, les services aériens, la pêche, les oléagineux et les transports, pour n'en nommer que quelques-uns. La variété des thèmes des réunions donne une indication de la profondeur de la relation économique et commerciale que le Canada entretient avec le Japon.

Le Canada et le Japon sont tous les deux favorables aux initiatives du secteur privé visant à améliorer les relations commerciales et ils encouragent ces initiatives, dont la Conférence annuelle des gens d'affaires Canada-Japon et les missions de délégations de gens d'affaires telles que la visite au Canada du Keidanren en 1996 et la visite au Japon, en novembre 1998, d'une équipe de haut niveau de gens d'affaires canadiens membres du Conseil canadien des chefs d'entreprises.